

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST

1 RUE DES ARCHIVES
94000 Créteil

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/AE/N°049
Code AIOT : 0006506495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST implanté 14 RUE THOMAS EDISON RUE ESQUIROL 94000 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'une action coup de poing 2025 sur le récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure (APMED) et le suivi des sanctions, il a été réalisé une visite de l'établissement SCUC ECHAT OUEST, afin de vérifier la remise en conformité de l'installation suite à la notification de l'AP MED n°2024/02595 du 25 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST
- 14 RUE THOMAS EDISON RUE ESQUIROL 94000 Créteil

- Code AIOT : 0006506495
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCUC - Chaufferie ÉCHAT OUEST (100 % filiale de DALKIA) se compose d'une unité de combustion et d'une unité de cogénération.

Les 2 chaudières assurent l'alimentation en eau chaude et chauffage urbain de la ville de Créteil. Un passage journalier par un technicien SCUC, qui relève physiquement les données d'exploitation, reportées sur le livret de conduite de la chaufferie, est effectué du lundi au vendredi dans les locaux (hors congés et jours fériés). Un intérim est assuré lors de ses congés.

La puissance thermique de l'ensemble de la chaufferie est de 24,9 MW, et se décompose de la façon suivante :

- Chaudière n°1 de marque RIELLO : 7,6 MW, fonctionnant au gaz naturel et au FOD (en secours ou en écrêtage de gaz), datant de 2009 ;
- Chaudière n°2 de marque GUILLOT : 6,3 MW, fonctionnant au gaz naturel et au FOD, datant de 2015.

De plus, l'installation compte une unité de cogénération de 11 MW composée de 2 moteurs, de 5,5 MW unitaire, formés chacun de deux groupes électrogènes en tandem, alimentés en gaz, datant de 1997.

Enfin, 2 cuves de 150 m³, chacune, enterrées double enveloppe et équipées d'un détecteur de fuite, sont présentes. Une contient du FOD et l'autre a été neutralisée.

Un porter-à-connaissance a été communiqué le 29 janvier 2025 stipulant l'arrêt de l'unité de la cogénération en date du 30 avril 2024 et son futur démantèlement ainsi qu'une demande de déclassement de la rubrique 4734.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Assurance	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	qualité mesure en continu	03/08/2018, article 83	demeure, respect de prescription	demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions suffisantes démontrant la conformité de l'installation.
L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/02595 du 25 juillet 2024 est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Réglementation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées son audit de conformité effectué le 25 juillet 2024 par le bureau d'études BUREAU VERITAS. Référence du document : 0797220/21963158-1. L'arrêté de mise en demeure imposant de fournir le document est bien satisfait. Toutefois, de nombreux points de non-conformité ont été relevés (cf. ci-après) et sont suivis par le plan d'action de l'exploitant. Il convient de les résorber au plus tôt. Lors d'une prochaine inspection, ces points pourront être contrôlés et faire l'objet de suites administratives en cas de persistance des non-conformités.</p> <p>En effet, suite à la réalisation de cet audit de conformité, l'exploitant a mis en place un plan d'actions, qu'il suit en interne, pour se mettre en conformité sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence du registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents

<p>faites à l'inspection des installations classées, sur une période de six ans ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un document retraçant les caractéristiques et les quantités des combustibles utilisés sur une période d'au moins six ans ; • Absence d'un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles ; • Absence d'un registre des combustibles ; • Absence du registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus ; • Absence d'un plan général de stockage et des FDS des produits de traitement des réseaux ainsi qu'un état des stocks des produits dangereux ; • Absence d'un justificatif de la disponibilité effective du débit sur le poteau incendie public ; • Présence d'un poste de livraison qui est un local ATEX et pour lequel l'interrupteur est non ATEX dans le local ; • Stockage de 2 fûts en plastique de 1000 litres de chacun contenant un produit corrosif qui ne sont pas posés sur rétention ; • Absence d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas de d'incendie (un bassin de rétention des eaux d'extinction). Prendre en considération les guides D9 et D9A pour les calculs des volumes de rétention nécessaires ; • Absence d'une clôture de 2 mètres sur le périmètre du site ; • Absence d'un plan de collecte des effluents et d'un plan des réseaux • Absence d'une mesure en continu ; • Absence des rapports QAL et AST. <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son plan d'actions en mentionnant les échéances de remises en conformité ainsi que de nommer un pilote pour chacune des actions afin de faciliter le suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Thème(s) : Situation administrative, Suivi installation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ;

<ul style="list-style-type: none"> - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>Suite à cette non-conformité relevée, l'exploitant a transmis à l'inspection une réponse écrite au 1er août 2024 : mise à disposition d'une aide-technique et de consignes d'exploitation spécifiques (ex : démarrage et arrêt), utilisation d'un logiciel pour la maintenance préventive LYNXE et présence sur le site d'un certain nombre d'affiches pour les opérations spécifiques.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a pu être observé, dans les locaux, la mise à disposition des consignes spécifiques (ex : démarrage et arrêt des installations) ainsi que certains modes opératoires des opérations de conduite permettant l'entretien et le fonctionnement de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO₂, en NO_x, en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été observé lors de l'inspection, la surveillance en temps réel des paramètres SO₂, NO_x, poussières et CO pour la chaudière n°1 ainsi que la chaudière n°2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Assurance qualité mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué auprès de l'inspection le rapport de contrôle qualité QAL 2, réalisé par le prestataire APAVE n°134463493-001-1 du 06 janvier 2025, pour laquelle les paramètres contrôlés sont conformes.</p> <p>Cependant, il n'a pas été réalisé de QAL 2 pour les paramètres SO2 et poussières pour lequel une mesure en continu doit être réalisée.</p> <p>Le 29 janvier 2025, l'exploitant a communiqué un porter-à-connaissance à l'inspection mentionnant l'arrêt de l'unité de cogénération de 11 MW depuis le 30 avril 2024 et pour lequel il est prévu un démantèlement. Au regard de l'arrêt de l'unité de cogénération, l'installation passe en dessous du seuil de l'enregistrement et est soumise à la déclaration contrôlée pour la rubrique 2910-A-2.</p> <p>Cet article et les procédures d'assurance qualité associées ne sont pas applicables aux installations soumises à déclaration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure